

Dauphine - PSL : « Gouverner en intégrant les travaux des enseignants-chercheurs » (El Mouhoub Mouhoud)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Interview n°216804 - Publié le 06/05/2021 à 11:05
Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 07/05/2021 à 07:26

« Je me suis fait aider des chercheurs de notre laboratoire dauphinois, le Lamsade (Laboratoire d'analyse et de modélisation de système d'aide à la décision) pour mettre en place un modèle pour optimiser les flux et diminuer les risques de contamination au moment de la restauration », déclare [El Mouhoub Mouhoud](#), président de l'Université Paris-Dauphine - PSL (Paris Sciences Lettres), lors d'un entretien à News Tank, le 05/05/2021.

Imprimer

« Cela correspond à ma volonté de gouverner en intégrant les travaux des enseignants-chercheurs de l'université dans nos protocoles en situation de crise sanitaire, et plus généralement de nous inspirer de la recherche et de l'évaluation des politiques dans notre prise de décision. »

Élu pour un premier mandat le 03/12/2020, celui qui était vice-président sous la gouvernance d'[Isabelle Huault](#), revient sur la préparation du retour sur site et la priorité donnée au présentiel. « Tous nos étudiants sont revenus, sauf ceux qui sont retournés en région. Cela représente 80 % des effectifs en présentiel. »

Il annonce ses projets en matière de formation - développer des doubles diplômes en interne et avec les établissements de PSL - et évoque les enjeux d'ouverture sociale, avec un travail sur les droits d'inscription « pour corriger les effets de seuil ».

S'agissant de l'international et des deux campus de Dauphine à l'étranger, il prévoit des changements : développer les échanges régionaux en Afrique grâce à celui de Tunis et recruter à l'international, notamment en Asie grâce au campus de Londres.

« La mission d'enseignement s'érode avec la distance »

Vous avez été élu en pleine crise sanitaire, le 03/12/2020, quelles ont été vos priorités ?

Au moment de mon élection, l'enjeu était de préparer le retour sur site. J'ai été un peu étonné de la manière dont notre tutelle n'avait pas assez pris en compte les spécificités des établissements et leur capacité à accueillir des étudiants en respectant les jauges. Cela s'est arrangé et, par la suite, les choses se sont bien passées.

À la mi-janvier, nous étions prêts à recevoir la moitié de nos étudiants, notamment parce que nous avons beaucoup investi dans les technologies. Dès lors, j'ai été un peu contrarié que nos capacités d'accueil aient été limitées à une présence globale de 20 %. Tous nos étudiants ont tout de même pu revenir sur site une journée par semaine.

Je considère le présentiel comme fondamental, car la mission d'enseignement s'érode avec la distance.

Quelles initiatives avez-vous prises ?

Je me suis fait aider des chercheurs de notre laboratoire dauphinois, le Lamsade (Laboratoire d'analyse et de modélisation de système d'aide à la décision) pour mettre en place un modèle pour optimiser les flux et diminuer les risques de contamination au moment de la restauration. Le [Crous \(Centre régional des œuvres universitaires\)](#) a joué le jeu, ils ont modifié leur stratégie et les plages horaires d'ouverture, de manière à ce qu'il n'y ait pas de file d'attente. C'était essentiel pour faire revenir les étudiants à l'université et pour éviter qu'il y ait des contaminations dans nos murs.

Cela correspond à ma volonté de gouverner en intégrant les travaux des enseignants-chercheurs de l'université dans nos protocoles en situation de crise sanitaire et plus généralement de nous inspirer de la recherche et de l'évaluation des politiques dans notre prise de décision.

Dans cet esprit, nous travaillons avec un autre chercheur, mathématicien, pour mettre en place un protocole de régulation sanitaire interne à la rentrée prochaine.

Vos étudiants sont-ils effectivement revenus sur site ?

Tous nos étudiants sont revenus, sauf ceux qui sont retournés en région. Cela représente 80 % des effectifs en présentiel, à raison d'une se-

maine sur deux en comodal et en respectant la jauge globale de 20 % des capacités d'accueil globales. C'est une véritable respiration après quelques mois d'atonie.

Nous avons accompagné ce retour par un protocole de suivi des étudiants en détresse sur le plan psychologique, élaboré avec la Fondation santé des étudiants de France, qui permet d'apporter de l'aide à plus de 300 étudiants.

La principale difficulté est de trouver des indicateurs d'alerte sur les vulnérabilités, car toutes les classes sociales et différents profils sont touchés. Un tel dispositif a pu être financé grâce aux moyens de la [CVEC \(Contribution de vie étudiante et de campus\)](#) et à l'accompagnement de la fondation Dauphine.

Que préparez-vous en matière de formation ?

La sociologie des étudiants est en train de changer sous l'effet de la réforme des lycées et du baccalauréat et dans le même temps les besoins des entreprises ont évolué. Il est temps de construire des doubles diplômes : nous avons des étudiants habitués à choisir des options au cours de leur cursus dans le secondaire et à être excellents dans plusieurs domaines, ce qui est extrêmement intéressant pour les entreprises.

Nous travaillons donc sur deux "tracks", pour une mise en place dans les deux ans à venir :

- Des doubles licences en interne entre maths/informatique et sciences des organisations et de la décision.
- Avec les autres établissements de PSL (Paris Sciences Lettres), pour développer des doubles diplômes, par exemple sciences et arts avec les établissements d'art. On ne parle pas là de développer des softs skills ou une propédeutique, il ne s'agit sûrement pas de diluer les compétences, mais bien de faire des "doubles majeures". Nous réfléchissons aussi à faire de même au niveau master avec l'école des Mines en montant un double diplôme ingénieur-manager et avec d'autres établissements en alliant par exemple finance et [R&D \(Recherche et développement\)](#) dans le domaine scientifique.

« Redynamiser les droits d'inscription pour corriger les effets de seuil »

L'ouverture sociale figurait dans vos priorités de campagne, comment allez-vous y travailler ?

Je lance un séminaire interne baptisé "Agir" pour "Action de la gouvernance initiée par la recherche". Pendant quatre ans, il permettra d'animer une discussion avec toute la communauté, [E-C \(enseignants-chercheurs\)](#), personnels administratifs, étudiants élus, sur nos thématiques clés.

La première portera justement sur l'égalité des chances, ou plutôt l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur. Nous allons évaluer nos programmes et voir comment les améliorer. Nous avons un programme égalité des chances qui fonctionne, mais nous allons l'amplifier. Investir dans l'égalité des chances n'est pas seulement une question d'équité, c'est aussi une question d'efficacité économique.

Quel rôle attendez-vous que joue la fondation Dauphine en la matière ?

Ce rôle est déjà majeur. Pour financer la politique de vie étudiante, la fondation a de son côté lancé une campagne d'aide aux étudiants dans le cadre de la crise sanitaire. Elle accompagne l'université en promouvant et abritant des chaires de recherche, en organisant un réseau de donateurs, pour nous permettre d'accroître nos marges de manœuvre dans notre développement. Nous avons une politique de logement avec notre filiale « Dauphine Housing » qui gère notre résidence à Saint-Ouen. Avec l'aide de la fondation nous poursuivons la politique de logement aux étudiants et réfléchissons aussi à utiliser l'offre de logements pour favoriser l'accueil et l'attractivité des enseignants-chercheurs internationaux.

Nous allons demander aux mécènes de financer des actions concrètes. Car la question des inégalités d'accès à la culture, au numérique, à la langue, se décline concrètement et suppose de mettre des actions précises en face de chaque sujet. Nous comptons par exemple utiliser le hub de Londres pour envoyer chaque année une trentaine d'étudiants de milieux sociaux défavorisés, très méritants, et prendre en charge leur logement, leurs frais d'inscription pour qu'ils s'acculturent à la vie et à la pratique de la langue anglaise.

Mais tout cela va prendre du temps, au moins toute la mandature, pour arriver à faire quelque chose de correct.

Quelle sera votre stratégie sur les droits d'inscription ?

D'ores et déjà, nous prévoyons de redynamiser les droits d'inscription pour corriger les effets de seuil. Un travail en ce sens est mené par le [VP \(Vice-président\(e\)\)](#) chargé de la vie étudiante dans le cadre d'une cellule de réflexion et nous espérons avoir terminé en 2022-2023. Il y a trop peu de tranches, cela pénalise les classes moyennes entre les classes inférieures et supérieures. Il nous faut lisser les tranches et éventuellement réfléchir à une tranche supplémentaire pour les très hauts revenus.

Nous croyons aux droits d'inscription en fonction du revenu des parents, car, de facto en France, l'impôt ne corrige pas toutes les inégalités. Celles-ci vont croissant en général, avec un recul de l'accès des classes sociales défavorisées aux grandes écoles, démontré par le rapport de l'Institut des politiques publiques.

Revoir le rôle des campus à l'étranger

Vous évoquez votre hub de Londres, quel avenir pour vos campus à l'étranger ?

La première chose que nous réalisons, c'est une cartographie. Nous passons au crible tous nos accords internationaux, de façon à voir ceux qui ont un impact réel et ceux qui sont juste un empilement lié au temps. En période de crise, il faut se concentrer sur les fondamentaux.

Nous allons utiliser à bon escient le numérique sur ce volet international. Ainsi, nous sommes désormais capables d'organiser des colloques à distance. De manière générale, les mobilités courtes vont être le plus possible remplacées par le numérique. En revanche, nous voulons favoriser et investir dans les mobilités internationales longues (trimestrielles, semestrielles, annuelles...). Le numérique est intéressant, car il permet d'agir de manière séquentielle, d'abord par le développement d'opérations internationales à distance puis la continuation en présence pour les étudiants internationaux les plus motivés et les meilleurs.

Et pour votre campus de Tunis ?

Le constat est que les pays d'Afrique du Nord souffrent d'un bilatéralisme défavorable dans les relations avec l'Europe et la France en particulier, alors que se développe une aspiration à l'intégration et à la mobilité régionale. Il faut continuer sur la Francophonie, mais aussi utiliser ce campus pour en faire un hub, un lieu de mobilité régionale. Cela peut permettre de favoriser les liens scientifiques et culturels entre les pays de l'Est de la Méditerranée et ceux du Maghreb et de rapprocher les langues anglaises et françaises.

Le campus de Dauphine-Tunis peut aussi constituer un hub de développement de nos échanges avec les pays d'Afrique subsaharienne. Nous n'avons pas d'objectifs chiffrés. Au contraire, il s'agit d'une politique scientifique et pédagogique et nous visons avant tout la qualité.

À Londres aussi, pour le moment, le modèle est celui de la délocalisation avec une duplication des contenus proposés en France. Mais le Brexit nous impose un changement complet. Nous sommes contraints dans la durée que les étudiants pourront passer sur place, qui va diminuer. C'est pourquoi notre intention est d'en faire l'endroit où recruter directement à l'international, notamment en Asie. Londres sera le lieu de la croissance de nos effectifs internationaux. Les prix seront à l'image de ce qui se fait dans le monde anglo-saxon.

Comment le nouveau président que vous êtes se situe-t-il au niveau national, en particulier quelle est votre vision de la CPU ?

Si j'ai besoin de faire entendre notre voix, je passe le plus souvent par la CPU (Conférence des présidents d'université), c'est mon organe de référence et j'y participe le plus possible. J'ai été satisfait du maintien de l'ouverture des universités après l'intervention d'Emmanuel Macron qui corrigeait les erreurs précédentes.

Le dialogue avec la Dgesip (Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle) est excellent. Même si la suppression des examens en présence en avril nous a mis en difficulté, je vois des progrès dans la confiance donnée aux établissements en fonction de leurs spécificités. Les universités sont responsables et savent ce dont elles ont besoin et il faudra vraiment leur faire confiance dans l'avenir.

El Mouhoub Mouhoud

Président @ Dauphine - PSL

Professeur des universités en économie @ Dauphine - PSL

→ [Consulter la fiche dans l'annuaire](#)

Parcours

Depuis décembre 2020	Dauphine - PSL Président
2016 - novembre 2020	Dauphine - PSL Vice-Président Enseignants-Chercheurs, Economiste
Depuis 2006	Dauphine - PSL Professeur des universités en économie
1998 - 2006	Université Sorbonne Paris Nord (USPN) Professeur des universités
1998 - 2006	Université Sorbonne Paris Nord (USPN) Création et direction du Centre d'économie de Paris Nord

+

Établissement & diplôme

- [Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation](#)

[\(Mesri\)](#)

Agrégation des facultés de sciences économiques

[Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne](#)

Doctorat en économie

Fiche n° 42100, créée le 03/12/2020 à 18:21 - Màj le 06/05/2021 à 16:04

Dauphine - PSL

Catégorie : Université

Maison mère : [Université PSL \(EPE\) \(PSL\)](#)

Adresse du siège

Agence comptable - Service facturier
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75775 Paris Cedex 16 Cedex 16 France

→ [Consulter la fiche dans l'annuaire](#)

Fiche n° 1511, créée le 19/02/2014 à 11:42 - Màj le 09/03/2020 à 16:51